

Pour diffusion immédiate

**TRANSCONTINENTAL AU TROISIÈME TRIMESTRE :
PROGRESSION DE L'ENSEMBLE DES INDICATEURS FINANCIERS QUI SE DOUBLE D'UNE
CROISSANCE INTERNE DES REVENUS ET DES PROFITS**

- Pour un deuxième trimestre consécutif, croissance interne positive des revenus qui a été de 3,2 % par rapport à 2009. Légère baisse de 0,8 % des revenus consolidés principalement due à des dispositions d'actifs.
- Augmentation de 9,2 % du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté.
- Augmentation notable de la marge d'exploitation avant amortissement ajustée, qui est passée de 16,4 % en 2009 à 18,0 % en 2010.
- Augmentation de 10,3 % du bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté; par action participante, il est passé de 0,39 \$ à 0,43 \$.
- Augmentation de 14,2 % du bénéfice net attribuable aux actions participantes; par action participante, il est passé de 0,31 \$ à 0,35 \$.
- Dans le cadre de l'offre intégrée de solutions aux communautés locales au Canada, lancement de trois journaux hebdomadaires au Québec, refonte du portail de magasinage Publisac.ca et création de Dealstreet.ca.
- Du côté du développement et de la mise en marché de solutions mobiles, conclusion d'ententes avec la Toronto Transit Commission et la Société de transport de Laval pour un service de messagerie texte à l'intention de leurs usagers.
- Après l'usine de Fremont en juillet 2009 pour l'impression du *San Francisco Chronicle*, entrée en activité de la plateforme pancanadienne d'impression hybride de journaux et de circulaires au plus tard au début de l'exercice financier 2011.
- Pour une septième année, Corporate Knights classe Transcontinental parmi les entreprises les plus responsables au Canada sur le plan de la responsabilité sociale et environnementale.
- Poursuite de l'amélioration de la position financière de la Société avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,85 au 31 juillet 2010, par rapport à 2,08 au 30 avril 2010 et 2,59 au 31 octobre 2009.

Montréal, le 8 septembre 2010 – Pour un cinquième trimestre consécutif, Transcontinental a amélioré son bénéfice d'exploitation, hors éléments inhabituels, par rapport à l'exercice précédent. L'ensemble des indicateurs financiers a poursuivi sa progression tout en se doublant d'une croissance interne positive des revenus et des profits. La clientèle diversifiée de détaillants, d'annonceurs et d'éditeurs de la Société, sa position de leader dans chacun de ses créneaux, le succès de son offre de service unique combinant les nouvelles plateformes numériques et l'imprimé, les mesures de rationalisation



mises en place en 2009, ainsi que l'apport d'importants contrats d'impression signés au cours des dernières années, ont été les principaux éléments ayant contribué à l'atteinte de ces excellents résultats.

« Je suis très satisfait du retour à la croissance interne positive de nos revenus pour un deuxième trimestre consécutif et de l'amélioration de l'ensemble des indicateurs financiers au troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 qui était, quant à lui, déjà supérieur à celui de 2008, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de Transcontinental. Fait encourageant, nos trois secteurs d'exploitation ont participé à la croissance interne positive de nos revenus, et ce, tout en poursuivant l'évolution de notre offre pour accompagner nos clients dans leurs nouveaux besoins marketing. Je veux également remercier nos employés pour leur volonté de toujours mieux servir nos clients et pour leurs initiatives quotidiennes d'amélioration de l'efficacité.

« Je suis optimiste pour les prochains trimestres même si le contexte économique fluctue toujours, a poursuivi M. Olivier. Notre situation financière déjà enviable devrait continuer de s'améliorer sous le double effet de l'augmentation de notre bénéfice d'exploitation et de la réduction de nos dépenses en immobilisations découlant de la fin du programme d'investissements majeurs au sein de notre infrastructure d'impression. Nous serons donc dans une excellente position pour procéder à des acquisitions stratégiques ciblées dans le secteur des nouveaux médias et celui des technologies numériques. Nous poursuivrons aussi le développement de notre offre visant à répondre à la demande croissante de nos clients pour des programmes de marketing sur mesure, notamment ceux liés à la personnalisation publicitaire et à la technologie du mobile. De plus, nous allons continuer à rechercher les possibilités de synergies dans l'ensemble de l'entreprise, particulièrement par l'entremise de l'intégration de nos offres de service et en maximisant l'utilisation de nos actifs les plus performants. »

La Société a poursuivi l'amélioration de sa position financière avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,85 au 31 juillet 2010, par rapport à 2,08 au 30 avril 2010 et 2,59 au 31 octobre 2009.

Faits saillants financiers

Au cours du troisième trimestre, terminé le 31 juillet 2010, Transcontinental a dégagé des revenus consolidés de 500,3 millions de dollars, comparativement à 504,4 millions au trimestre correspondant de 2009, une baisse de 0,8 %. En excluant les acquisitions, les cessions ou les fermetures d'usines ou de publications, l'effet du papier et l'effet du taux de change, les revenus ont augmenté de 3,2 %. Il s'agit du deuxième trimestre de suite où Transcontinental affiche une croissance interne positive de ses revenus.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté a augmenté de 9,2 %, passant de 82,6 millions de dollars en 2009 à 90,2 millions en 2010, et la marge d'exploitation est passée de 16,4 % à 18,0 %. Cette double augmentation est surtout attribuable à l'efficacité des mesures de rationalisation mises en place au cours de 2009, à la contribution de nouveaux contrats d'impression, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses publicitaires des grands détaillants. Au cours du trimestre, Transcontinental a également affiché une croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté qui s'est chiffré à 3,2 millions



de dollars, une amélioration de 6,0 % découlant principalement des mesures de rationalisation de 2009 et d'une efficacité opérationnelle accrue dans l'ensemble de l'entreprise.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 14,2 %, passant de 25,3 millions de dollars en 2009 à 28,9 millions en 2010. Cette augmentation est principalement due à la hausse du bénéfice d'exploitation partiellement compensée par une hausse des impôts sur les bénéfices, par une perte nette liée aux activités abandonnées plus élevée, ainsi que par les dividendes liés aux actions privilégiées. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé de 0,31 \$ à 0,35 \$.

Pour sa part, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 8,2 %, passant de 31,8 millions de dollars en 2009 à 34,4 millions. Par action, il est passé de 0,39 \$ à 0,43 \$.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, les revenus consolidés ont atteint 1,522 milliard de dollars par rapport à 1,600 milliard en 2009, une baisse de 4,9 %. En excluant les acquisitions, cessions et fermetures, l'effet du papier et des taux de change, les revenus ont connu une croissance interne positive de 1,1 %. Pour sa part, le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté est passé de 218,8 millions de dollars en 2009 à 262,3 millions en 2010, une hausse appréciable de 19,9 %.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé d'une perte nette de 125,4 millions de dollars en 2009 à un gain de 122,1 millions en 2010 ; par action, il est passé d'une perte nette de 1,55 \$ à un gain de 1,51 \$. Enfin, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté est passé de 81,1 millions de dollars à 95,6 millions, une hausse de 17,9 % ; par action, il est passé de 1,00 \$ à 1,18 \$.

Pour la deuxième année de suite, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action a crû de façon constante d'un trimestre à l'autre au cours de l'exercice financier, passant de 0,34 \$ au premier trimestre, à 0,42 \$ au deuxième et à 0,43 \$ au troisième.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010* que vous trouverez sur le site www.transcontinental.com, à la section « Investisseurs ».

Faits saillants de l'exploitation

Les principaux faits saillants de l'exploitation pour le troisième trimestre de 2010 renforcent les grands axes de développement identifiés par la Société dans son plan stratégique, ainsi que ses compétences clés.

- L'offre intégrée de solutions aux communautés locales au Canada constitue l'un de ces grands axes et combine un large éventail de moyens imprimés et numériques : quelque 170 journaux et leurs sites Web, la distribution de porte en porte et le portail Publisac.ca / Dealstreet.ca, le moteur de recherche pancanadien weblocal.ca, ainsi qu'une série de sites Web comme merkado.ca. Parmi les réalisations du troisième trimestre, il y a eu le lancement de trois journaux



hebdomadaires au Québec : le *Point de vue Sainte-Agathe* et le *Point de vue Mont-Tremblant* dans la région des Laurentides, ainsi que l'*Abitibi Express* destiné aux agglomérations de Val-d'Or et d'Amos. Sur le front numérique, notons la refonte du portail de magasinage Publisac.ca et la création de Dealstreet.ca, son pendant de langue anglaise. Par ailleurs, les applications mobiles *Canadian Living*, *Coup de Pouce*, *Les Affaires*, *Finance et Investissement*, *Investment Executive*, *Metro* et *The Hockey News* remportent un immense succès depuis leur mise en service. La version *thn.mobi* pour *The Hockey News* a d'ailleurs atteint récemment le cap du million d'utilisateurs, la plaçant ainsi parmi le peloton de tête des applications mobiles les plus téléchargées. Transcontinental satisfait ainsi les nouveaux besoins des consommateurs canadiens qui sont de plus en plus nombreux à s'informer sur Internet ou par l'entremise des nouvelles plateformes de communication.

- Autre axe stratégique : le développement et la mise en marché de solutions mobiles. Par l'entremise de sa division de solutions mobiles, créée à la suite de l'acquisition de LIPSO, Transcontinental est un leader canadien dans ce segment d'avenir qui vise à faciliter les communications et les transactions entre les organisations et les utilisateurs d'appareils sans fil. Le troisième trimestre a été marqué par deux ententes conclues avec la Toronto Transit Commission, le troisième plus grand système de transport en commun en Amérique du Nord, et la Société de transport de Laval pour la fourniture d'un service de messagerie texte sur mesure. Les clients de la société torontoise peuvent maintenant connaître les heures de passage des tramways à n'importe quel point du trajet, et ce, en temps réel, alors que ceux de la société lavalloise peuvent le faire avec les autobus. LIPSO offrait déjà le même service à Translink, la société de transport de la région de Vancouver, ainsi que plusieurs autres applications commerciales pour de grandes sociétés de transport en Amérique du Nord et en Europe.
- L'impression constitue l'une des compétences clés de la Société et Transcontinental s'est toujours démarquée par sa culture d'innovation technologique et d'efficacité. Depuis 2007, c'est quelque 700 millions de dollars que la Société a investis en immobilisations, incluant trois projets majeurs. Après l'usine de Fremont en exploitation depuis juillet 2009 pour l'impression du *San Francisco Chronicle* et la modernisation de l'usine d'impression de journaux Transcontinental Transmag, de Montréal, complétée en 2009, ce sera au tour de la plateforme pancanadienne hybride d'impression de journaux et de circulaires d'être pleinement opérationnelle au plus tard au début de l'exercice financier 2011. À la fine pointe de la technologie, cette plateforme unique générera des revenus additionnels en plus de permettre d'importants gains de synergies et d'efficacité. *The Globe and Mail* et les clients détaillants de Transcontinental bénéficieront, pour leur part, d'une qualité d'impression et d'options de formats et de couleurs sans équivalent au Canada. La Société profitera pleinement des retombées de ces investissements au cours des prochaines années.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent communiqué ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les



investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR
(non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	28,9 \$	25,3 \$	122,1 \$	(125,4) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	-	5,1	-
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	4,6	1,2	(28,3)	17,4
Part des actionnaires sans contrôle	-	0,1	0,3	0,3
Impôts sur les bénéfices	12,0	9,2	27,5	(6,9)
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,8	0,9	3,9
Frais financiers	10,3	10,6	30,8	26,7
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	-	-	-	169,3
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	1,2	6,4	5,9	46,8
Bénéfice d'exploitation ajusté	58,7	53,6	164,3	132,1
Amortissement	31,5	29,0	98,0	86,7
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	90,2 \$	82,6 \$	262,3 \$	218,8 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	28,9 \$	25,3 \$	122,1 \$	(125,4) \$
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	4,6	1,2	(28,3)	17,4
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	0,9	5,3	4,2	34,4
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	154,7
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	(2,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	34,4	31,8	95,6	81,1
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,8	80,8	80,8	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,43 \$	0,39 \$	1,18 \$	1,00 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	113,2 \$	0,4 \$	112,4 \$	9,6 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	37,1	(50,8)	(96,9)	(141,8)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	76,1 \$	51,2 \$	209,3 \$	151,4 \$
Dette à long terme			724,4 \$	768,3 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			4,8	156,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(20,8)	3,1
Endettement net			708,4 \$	928,0 \$

Développement durable

L'engagement de la Société en matière de responsabilité sociale et de développement durable a encore une fois été reconnu au cours du troisième trimestre. Corporate Knights a en effet classé Transcontinental parmi les 50 entreprises citoyennes les plus responsables au Canada à ce chapitre, et ce, pour une septième année. En plus des pratiques environnementales, ce classement prend en compte les relations de travail, l'engagement dans la communauté, la santé et sécurité au travail, ainsi que la qualité de la régie d'entreprise. Corporate Knights inc. est une société canadienne indépendante



qui publie le magazine du même nom consacré à la responsabilité sociale des entreprises. Ce magazine est le plus lu au monde dans sa catégorie.

Rappelons qu'au second trimestre, Transcontinental avait publié son premier rapport complet sur le développement durable et reçu le prix « Best of Show » remis par le magazine *PrintAction* à l'entreprise la plus progressive en matière d'environnement au Canada au cours de 2009, toutes catégories confondues. Il va sans dire que la politique d'achat de papier de la Société a, entre autres, contribué de façon particulière à ces diverses récompenses.

Enfin, au chapitre des reconnaissances, le rapport annuel 2009 de Transcontinental, *Ensemble, à l'écoute des consommateurs*, a reçu de la League of American Communications Professionals (LACP) un prix *Gold Award for Most Engaging annual report worldwide* ainsi que deux prix *Platinum Award* dans le cadre de l'édition 2009 du concours *Vision Awards Annual Report Competition*. Sélectionnée parmi plus de 4000 entreprises candidates représentant 25 pays, Transcontinental a également reçu un prix *Platinum Award for Most Engaging annual report* pour les Amériques et un prix *Platinum Award for excellence* accordé pour l'élaboration d'un rapport annuel dans son secteur d'activité. Transcontinental est la seule entreprise canadienne dont le rapport s'est classé parmi les dix meilleurs rapports annuels au palmarès du Top 100.

Dividende

À sa réunion du 8 septembre 2010, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action participante sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ces dividendes seront versés le 21 octobre 2010 aux détenteurs d'actions participantes inscrits aux registres de la Société à la fermeture des bureaux le 1^{er} octobre 2010. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 0,36 \$ par action participante.

Par ailleurs, un dividende trimestriel de 0,4253 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, sera versé aux détenteurs de ces actions le 15 octobre 2010. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats trimestriels, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15 (heure avancée de l'Est). Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'interview, les médias sont priés de communiquer avec Nessa Prendergast, directrice des relations avec les médias, au 514 954-2809.



Profil

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Sa plateforme numérique diffuse également un contenu unique par l'entremise de plus de 120 sites Internet. Transcontinental offre de plus des services et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 11 000 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus publiés ont été de 2,4 milliards de dollars canadiens en 2009. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

Note : Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, les taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à mettre en œuvre son plan stratégique et son plan de rationalisation, à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles en date du 8 septembre 2010. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias
Nessa Prendergast
Directrice des relations avec les médias
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2809
nessa.prendergast@transcontinental.ca
www.transcontinental.com

Communauté financière
Jennifer F. McCaughey
Directrice des relations avec les investisseurs
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@transcontinental.ca



Rapport de gestion pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010

L'objectif de ce *Rapport de gestion* est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre la stratégie de développement, la performance en relation avec les objectifs, les attentes à l'endroit de l'avenir, ainsi que la façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Le *Rapport de gestion* a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Le présent document est daté du 8 septembre 2010.

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens à moins d'avis contraire. Dans ce *Rapport de gestion*, sont aussi utilisées certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 16.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprise sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, au sein desquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont évalués au coût après amortissement ou à la juste valeur par l'entremise du résultat étendu, selon qu'ils sont classés comme des actifs détenus jusqu'à échéance ou comme des actifs disponibles à la vente.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT	2
MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES.....	3
PROFIL DE L'ENTREPRISE	4
PRÉAMBULE	4
RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010	4
FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010	5
STRATÉGIE	5
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	5
DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES	7
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010	8
REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010	10
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 JUILLET 2010	13
CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR	16
SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	17
SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL	18
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	20
EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES.....	20
RISQUES ET INCERTITUDES	25
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION.....	28
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	28
PERSPECTIVES	29

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture du présent rapport, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

<u>Termes utilisés</u>	<u>Définitions</u>
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice d'exploitation ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents, et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme et du découvert bancaire, le cas échéant, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs concernant notre projet d'affaires *Évolution 2010*, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques de crédit, de sécurité et d'utilisation des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme des économies canadienne, américaine et mexicaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain, le peso mexicain et l'euro; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux, notamment celui de l'édition de livres; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'impact des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des transactions stratégiques; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés à l'infrastructure; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » du présent document. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 8 septembre 2010.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques au Québec, et le plus important éditeur de journaux locaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, et sa plateforme numérique diffuse un contenu unique par l'entremise de plus de 120 sites Internet. Transcontinental offre également des services et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et des solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 11 000 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus publiés ont été de 2,4 milliards de dollars canadiens en 2009.

PRÉAMBULE

Les états financiers consolidés et l'ensemble des données financières présentées dans ce rapport de gestion ont été retraités pour présenter le résultat net des activités abandonnées. En conséquence, ces informations financières sont celles de nos activités poursuivies et, à l'exception du bénéfice net attribuable aux actions participantes, elles excluent les résultats de nos activités de publipostage aux États-Unis.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

Au cours de notre troisième trimestre de 2010, nous avons poursuivi sur notre lancée en générant, pour un cinquième trimestre consécutif, un bénéfice d'exploitation ajusté supérieur au trimestre correspondant l'année précédente, soit de 58,7 millions de dollars par rapport à 53,6 millions au troisième trimestre de 2009, une augmentation de 5,1 millions ou de 9,5 %. Cette augmentation est surtout attribuable à la contribution de nouveaux contrats d'impression, la mise en œuvre du plan de rationalisation annoncé en 2009, qui inclut les fermetures ou les ventes de publications et d'usines, ainsi que l'effet favorable des prix du papier dans notre secteur des médias.

De plus, au cours de la même période, nous avons généré une croissance interne positive au chapitre de nos revenus ainsi que de notre bénéfice d'exploitation ajusté. En effet, nos revenus ont augmenté de 16,0 millions de dollars, soit 3,2 %, en excluant les acquisitions, les cessions et fermetures, l'effet du papier et des taux de change, principalement dû à la contribution de nos nouveaux contrats d'impression, d'une légère augmentation des dépenses de publicité nationale ainsi que de la contribution de notre secteur des communications marketing. En ce qui a trait à notre bénéfice d'exploitation ajusté, il a augmenté de 3,2 millions, soit 6,0 %, en excluant les acquisitions, les cessions et fermetures, l'effet du papier et des taux de change. Cette hausse est surtout attribuable au bénéfice d'exploitation généré sur les éléments précités au sujet des revenus combiné à la contribution des mesures de rationalisation mises en œuvre au cours des derniers trimestres, qui sont partiellement compensés par des investissements stratégiques dans notre secteur des médias.

De plus, notre situation financière s'est encore une fois améliorée au cours du trimestre en raison d'une augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté combinée à une réduction significative de nos dépenses en immobilisations. Au 31 juillet 2010, notre ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté était de 1,85 comparativement à 2,08 au 30 avril 2010 et à 2,59 au 31 octobre 2009.

FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

- Les revenus pour le troisième trimestre de 2010 ont diminué de 0,8 % par rapport au trimestre correspondant en 2009. Ils sont passés de 504,4 millions de dollars à 500,3 millions. En excluant les acquisitions, les cessions ou les fermetures de publications et d'usines, l'effet du papier ainsi que l'effet du taux de change, les revenus ont augmenté de 16,0 millions de dollars, soit 3,2 %.
- Le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté a augmenté de 9,2 %. Il est passé de 82,6 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2009 à 90,2 millions en 2010. Par conséquent, la marge d'exploitation avant amortissement ajustée a augmenté, passant de 16,4 % en 2009 à 18,0 % en 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à l'efficacité des mesures de rationalisation déployées au cours de l'exercice 2009, à des nouveaux contrats d'impression, dont le *San Francisco Chronicle*, ainsi qu'à une légère reprise des dépenses publicitaires des annonceurs dits « nationaux ».
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 3,6 millions de dollars, passant de 25,3 millions de dollars en 2009 à 28,9 millions en 2010. Cette augmentation est surtout attribuable à une augmentation du bénéfice d'exploitation partiellement compensée par une augmentation des impôts sur les bénéfices, une perte nette liée aux activités abandonnées plus élevée ainsi que des dividendes sur actions privilégiées au troisième trimestre de 2010. Par action, il a augmenté, passant de 0,31 \$ à 0,35 \$.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 2,6 millions de dollars, ou 8,2 %, passant de 31,8 millions en 2009 à 34,4 millions en 2010. Par action, il est passé de 0,39 \$ à 0,43 \$.
- L'amélioration de notre situation financière s'est poursuivie au cours du trimestre en raison d'une augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté combinée à une réduction de nos dépenses en immobilisations. Au 31 juillet 2010, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté était de 1,85 par rapport à 2,08 au 30 avril 2010 et 2,59 au 31 octobre 2009.
- La Société a lancé trois nouveaux journaux hebdomadaires au Québec, soit le *Point de vue Sainte-Agathe* et le *Point de vue Mont-Tremblant*, dans la région des Laurentides, ainsi que l'*Abitibi Express*, dans les régions de Val-d'Or et Amos en Abitibi. Ces lancements ont été effectués afin d'offrir plus de contenu local aux collectivités et aux entreprises québécoises.
- Pour une septième année, nous avons été honorés par Corporate Knights, une société canadienne indépendante, qui nous a classés comme étant parmi les 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada.

STRATÉGIE

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous reconnaissons le caractère crucial des enjeux environnementaux et prenons de grandes précautions pour protéger la nature. Transcontinental ne figure pas parmi les grands producteurs de gaz à effet de serre (GES), mais cela ne nous dispense pas de nous soucier de l'effet de nos activités sur la qualité de l'air. Comme nous nous efforçons chaque jour de réduire notre impact sur l'environnement, nos politiques et procédures d'entreprise en matière d'environnement se fondent sur trois principes directeurs : (1) protéger l'environnement pour la présente génération et les générations futures; (2) réduire les risques et améliorer l'efficacité, et (3) introduire des technologies et des procédés de pointe.

Au cours du troisième trimestre, Corporate Knights, une société médiatique canadienne indépendante, a classé Transcontinental parmi les 50 entreprises citoyennes les plus responsables au Canada, et ce, pour une septième année. Ce classement est basé sur l'engagement envers la communauté, les relations de travail, les pratiques environnementales ainsi que les pratiques de gouvernance.

Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, la Société avait été honorée pour son engagement envers le développement durable lors de la cérémonie des Environmental Printing Awards, en y remportant le prix « Best of Show » qui vise à reconnaître l'imprimeur le plus progressif en matière d'environnement au cours de la dernière année, toutes catégories confondues.

De plus, la Société a déposé, en février dernier, son *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement* élaboré selon la norme *Global Reporting Initiative* (GRI). Ce rapport précise l'engagement de Transcontinental sur la voie du développement durable autour de quatre thèmes :

- **Engagement et adhésion** : mobiliser les employés à tous les niveaux de l'entreprise, ainsi que ses fournisseurs, clients et partenaires.
- **Innovation, force essentielle à l'interne comme à l'externe** : soutenir et récompenser l'innovation comme élément clé de la stratégie.
- **Geste à la parole** : fixer des objectifs concrets et significatifs et mesurer les progrès.
- **Parcours commun** : communiquer les défis et les réussites à chaque étape du parcours.

Voici quelques réalisations de Transcontinental mentionnées dans ce rapport :

- **Émissions de gaz à effet de serre** : réduction de 11 % au cours de la dernière année et mise sur pied d'un programme global de gestion de l'énergie visant une réduction de 15 % en 2012 par rapport au niveau de 2008.
- **Politique d'achat de papier** : hausse de l'utilisation des papiers des catégories Or et Or Plus, au sommet de la hiérarchie écologique de la classification élaborée par Transcontinental; ces derniers représentent 48 % du papier acheté en 2009, comparativement à 22 % en 2008.
- **Traçabilité** : obtention de la triple certification (FSC/SFI/PEFC) de traçabilité des produits forestiers dans 42 imprimeries de Transcontinental.
- **Programmes de recyclage** : récupération de 700 tonnes de papier dans le métro de Montréal et contribution de 480 000 \$ aux programmes de recyclage provinciaux et municipaux.
- **Santé, sécurité et mieux-être** : diminution du taux de fréquence des accidents compensables de 1,30 en 2008 à 1,08 en 2009.
- **Mécénat** : investissement d'environ 5,7 millions de dollars dans des causes sociales et humanitaires en 2009, sous forme de dons et commandites.
- **Certification LEED** : Certification « Argent » de la norme LEED pour Transcontinental Northern California, l'usine construite à Fremont, en Californie, pour imprimer notamment le *San Francisco Chronicle*.

Pour de plus amples renseignements, le *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement* est disponible sur notre site Internet au www.transcontinental.com. Veuillez également consulter la section « Environnement » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 pour des informations additionnelles*.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

Pour les périodes de trois et neuf mois terminés les 31 juillet (non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 31 juillet			Neuf mois terminés les 31 juillet														
	2010	2009	Variation en %	2010	2009	Variation en %												
Exploitation																		
Revenus	500,3 \$	504,4 \$	-1%	1 521,9 \$	1 600,3 \$	-5%												
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	90,2	82,6	9%	262,3	218,8	20%												
Bénéfice (perte) d'exploitation	57,5	47,2	22%	158,4	(84,0)	s.o.												
Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	58,7	53,6	10%	164,3	132,1	24%												
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	28,9	25,3	14%	122,1	(125,4)	s.o.												
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	34,4	31,8	8%	95,6	81,1	18%												
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	76,1	51,2	49%	209,3	151,4	38%												
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	113,2	0,4	s.o.	112,4	9,6	s.o.												
Investissements																		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	21,6	61,2	-65%	110,6	221,0	-50%												
Acquisitions d'entreprises ⁽²⁾	4,1	0,7	s.o.	6,9	13,7	-50%												
Données par action (de base)																		
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	0,35	0,31	13%	1,51	(1,55)	s.o.												
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	0,43	0,39	10%	1,18	1,00	18%												
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	0,94	0,63	49%	2,59	1,87	39%												
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	1,40	-	s.o.	1,39	0,12	s.o.												
Dividendes sur actions participantes	0,09	0,08	13%	0,26	0,24	8%												
Nombre moyen d'actions participantes en circulation (en millions)																		
	80,8	80,8		80,8	80,8													
<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">Au</td> <td style="text-align: center;">Au</td> <td style="text-align: center;">Au</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">31 juillet</td> <td style="text-align: center;">31 octobre</td> <td style="text-align: center;">31 juillet</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">2010</td> <td style="text-align: center;">2009</td> <td style="text-align: center;">2009</td> </tr> </table>								Au	Au	Au		31 juillet	31 octobre	31 juillet		2010	2009	2009
	Au	Au	Au															
	31 juillet	31 octobre	31 juillet															
	2010	2009	2009															
Situation financière																		
Total de l'actif				2 476,6 \$	2 549,7 \$	2 479,3 \$												
Endettement net ⁽¹⁾				708,4	791,1	928,0												
Capitaux propres				1 209,0	1 115,2	983,0												
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois)				1,85	2,59	3,18 ⁽³⁾												
Capitaux propres par action				14,96 \$	13,80 \$	12,17 \$												
Nombre d'actions participantes en fin de période (en millions)																		
				80,8	80,8	80,8												

⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Conciliation des mesures non conformes aux PCGR » à la page 16 de ce *Rapport de gestion*.

⁽²⁾ Représente le total de la contrepartie, en espèces ou autres, pour l'acquisition d'actions ou d'éléments d'actif d'entreprise.

⁽³⁾ Comme publié initialement

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net attribuable aux actions participantes	%
Résultats - Troisième trimestre de 2009	504,4 \$		53,6 \$		25,3 \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(9,9)	(2,0) %	1,0	1,9 %	0,6	2,4 %
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	(3,4)	(13,4) %
Activités existantes						
Effet du papier	(4,7)	(0,9) %	1,0	1,9 %	0,5	2,0 %
Taux de change	(5,5)	(1,1) %	(0,1)	(0,2) %	0,5	2,0 %
Croissance interne	16,0	3,2 %	3,2	6,0 %	2,7	10,7 %
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	4,4	17,4 %
Dividendes sur actions privilégiées	-	- %	-	- %	(1,7)	(6,7) %
Résultats - Troisième trimestre de 2010	500,3 \$	(0,8) %	58,7 \$	9,5 %	28,9 \$	14,2 %

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du troisième trimestre de 2010 et ceux du troisième trimestre de 2009.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 9,9 millions de dollars et augmenté le bénéfice d'exploitation ajusté de 1,0 million. La réduction des revenus provient principalement des dispositions et des fermetures dans le secteur de l'impression, telles que la vente de notre usine du Groupe du détail située en Ohio et dans une moindre mesure, du secteur des médias, avec la fermeture de quelques publications et journaux. Déduction faite des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur effet positif sur le bénéfice net s'est établi à 0,6 million de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément négatif de 4,7 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu des effets positifs respectivement de 1,0 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 0,5 million sur le bénéfice net.
- Au cours du troisième trimestre de 2010, le dollar canadien s'est apprécié de 10,4 % par rapport au dollar américain et de 5,8 % vis-à-vis de sa contrepartie mexicaine, et ce, comparativement au taux de change moyen au cours du troisième trimestre de 2009. Cette appréciation du dollar canadien a occasionné une diminution de 5,5 millions de dollars des revenus et de 0,1 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif d'environ 2,5 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 3,0 millions de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un impact presque nul sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet positif de 1,2 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet négatif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 1,3 million de dollars sur le bénéfice

d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 0,5 million de dollars.

- La croissance interne positive des revenus s'est établie à 16,0 millions de dollars, ou 3,2 %, au troisième trimestre de 2010. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution de nos nouveaux contrats d'impression et à notre secteur des médias, plus particulièrement le Groupe des solutions aux consommateurs qui a bénéficié d'une légère reprise des dépenses de publicité nationale provenant principalement des secteurs de l'automobile et de la finance.
- La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté, qui s'est chiffrée à 3,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, une amélioration de 6,0 %, est attribuable d'abord à la croissance interne positive des revenus, mais aussi, au plan de rationalisation mis en place au cours de l'exercice 2009 et à l'amélioration soutenue de notre efficacité opérationnelle qui ont plus que compensé la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du secteur des médias qui poursuit ses investissements stratégiques sur ses diverses plateformes, numériques et papier.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au troisième trimestre de 2010, un montant de 1,2 million de dollars avant impôts (0,9 million après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 1,1 million de dollars provient de la réduction d'effectifs et 0,1 million de dollars provient d'autres coûts.

Au troisième trimestre de 2009, un montant de 6,4 millions de dollars avant impôts (5,3 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 6,2 millions de dollars provenait de la réduction d'effectifs et 0,2 million de dollars provenait de la dépréciation d'actifs et d'autres coûts.

Frais financiers et escompte sur vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur vente de débiteurs ont diminué de 1,1 million de dollars, soit 9,6 %. Ils s'établissent à 10,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, comparativement à 11,4 millions au troisième trimestre de 2009. Cette baisse est principalement attribuable à un niveau d'endettement net inférieur en 2010 en raison notamment de la vente de la quasi-totalité de nos activités de publipostage aux États-Unis, de l'émission d'actions privilégiées, de l'augmentation de notre bénéfice d'exploitation avant amortissement et d'un effet favorable dû à l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et européenne.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 2,8 millions de dollars, passant de 9,2 millions au troisième trimestre 2009 à 12,0 millions pour le troisième trimestre de 2010. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 12,3 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 25,4 %, comparativement à 10,3 millions, ou 24,4 %, au troisième trimestre 2009. Cette augmentation du taux d'imposition est surtout attribuable à la répartition géographique du bénéfice avant impôts.

Activités abandonnées

Au cours du troisième trimestre de 2010, la Société a subi une perte nette liée aux activités abandonnées de 4,6 millions de dollars relativement à la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage aux États-Unis en avril dernier. À la suite d'une mise à jour des provisions reliées à certains engagements, la Société a enregistré une perte

liée à l'exploitation des activités abandonnées de 5,5 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents. De plus, un gain lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents, de 0,9 million de dollars a été enregistré au cours du trimestre.

Dividendes sur actions privilégiées

Au cours du troisième trimestre de 2010, des dividendes sur actions privilégiées de 1,7 million de dollars ont été considérés relativement aux actions privilégiées série D.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 3,6 millions de dollars, passant de 25,3 millions au troisième trimestre de 2009 à 28,9 millions au troisième trimestre de 2010. Cette augmentation est due à une hausse du bénéfice d'exploitation en 2010 partiellement compensée par une perte liée aux activités abandonnées, une augmentation des impôts sur les bénéfices ainsi que des dividendes sur actions privilégiées. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant de 0,31 \$ à 0,35 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 2,6 millions de dollars, ou 8,2 %, passant de 31,8 millions au troisième trimestre de 2009 à 34,4 millions au troisième trimestre de 2010. Par action, il a augmenté de 0,04 \$, passant de 0,39 \$ à 0,43 \$.

REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2010

Analyse des principaux écarts – Résultats sectoriels Pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des communications marketing	Secteur des médias	Résultats intersectoriels et autres résultats	Résultats consolidés
Revenus - Troisième trimestre de 2009	342,2 \$	29,2 \$	151,9 \$	(18,9) \$	504,4 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(7,7)	0,6	(2,8)	-	(9,9)
Activités existantes					
Effet du papier	(4,7)	-	-	-	(4,7)
Taux de change	(4,4)	(1,1)	-	-	(5,5)
Croissance interne	7,0	2,6	6,0	0,4	16,0
Revenus - Troisième trimestre de 2010	332,4 \$	31,3 \$	155,1 \$	(18,5) \$	500,3 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté - Troisième trimestre de 2009	31,8 \$	(1,5) \$	29,4 \$	(6,1) \$	53,6 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	0,5	(0,1)	0,6	-	1,0
Activités existantes					
Effet du papier	-	-	1,0	-	1,0
Taux de change	(0,5)	0,4	-	-	(0,1)
Croissance interne (négative)	5,3	0,6	(2,3)	(0,4)	3,2
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté - Troisième trimestre de 2010	37,1 \$	(0,6) \$	28,7 \$	(6,5) \$	58,7 \$

Cette revue des secteurs d'exploitation devrait être lue parallèlement à l'information présentée dans le tableau à la page précédente et à l'information présentée dans la note sur l'information sectorielle (note 19) afférente aux états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010.

La direction utilise, dans cette section, le bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 9,8 millions de dollars, soit 2,9 %, passant de 342,2 millions au troisième trimestre de 2009 à 332,4 millions au troisième trimestre de 2010. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que les effets négatifs des variations des taux de change et du papier, les revenus ont augmenté de 7,0 millions de dollars, soit 2,0 %.

Notre clientèle diversifiée, notre position de leader dans la majorité de nos créneaux ainsi que l'apport des nouveaux contrats d'impression ont compensé les conditions de marché qui affectent encore nos activités d'impression de magazines, de livres et de catalogues. La baisse des revenus du secteur est principalement attribuable à la vente, en mai 2009, de l'usine du Groupe du détail située en Ohio. De plus, notre Groupe de magazines, de livres et de catalogues a de nouveau été affecté par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté, il est passé de 31,8 millions de dollars au troisième trimestre de 2009 à 37,1 millions au troisième trimestre de 2010, ce qui représente une augmentation de 16,7 %. Cette hausse de 5,3 millions de dollars a fait grimper la marge d'exploitation ajustée, qui est passée de 9,3 % au troisième trimestre de 2009 à 11,2 % au troisième trimestre de 2010. De plus, l'efficacité de notre plan de rationalisation mis de l'avant au cours de l'exercice 2009 a contribué à la croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté, plus particulièrement, dans le Groupe des produits marketing.

Le projet d'investissement visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail* jusqu'en 2028 bat son plein. Ce projet, qui a été amorcé en 2009, vise la mise sur pied d'une nouvelle et innovatrice plateforme pancanadienne d'impression de journaux et de circulaires. Cela permettra de générer des revenus additionnels de près de 25 millions de dollars en plus de créer un certain nombre de synergies. Notre efficacité globale s'en trouvera améliorée, grâce à l'augmentation de la productivité de nos équipements et à une meilleure utilisation de nos capacités. Cet investissement permettra aussi de réduire les dépenses en immobilisations dans le Groupe du détail au cours des prochaines années. Ce réseau offrira la capacité d'ajouter de la couleur à chaque page du quotidien *The Globe and Mail* tout en comblant les besoins de nos clients détaillants. Le projet avance selon les échéanciers prévus et, par conséquent, la production devrait démarrer, au plus tard, au début du prochain exercice financier.

De plus, au cours des prochains trimestres, le secteur de l'impression mettra en place de nouvelles initiatives en vue d'accroître davantage son efficacité opérationnelle afin de conserver une structure de coûts adaptée au marché dans nos divers créneaux d'impression tout en consolidant davantage sa position de leader au Canada.

Secteur des communications marketing

Pour un deuxième trimestre consécutif, les revenus du secteur des communications marketing ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, passant de 29,2 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2009 à 31,3 millions en 2010. En excluant l'effet de l'acquisition de LIPSO Systèmes, un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées, ainsi que du taux de change, les revenus ont augmenté de 2,6 millions de dollars, soit 8,9 %. Cette croissance interne positive est majoritairement expliquée par notre Division des communications sur mesure et notre Division du prémédia.

La perte d'exploitation ajustée a diminué. Elle est passée de 1,5 million de dollars pour le troisième trimestre de 2009 à 0,6 million en 2010, soit une baisse de 0,9 million de dollars. Par conséquent, la marge d'exploitation ajustée s'est améliorée, passant de -5,1 % pour le troisième trimestre de 2009 à -1,9 % en 2010. En excluant l'effet relié à l'acquisition d'entreprises et du taux de change, la perte d'exploitation ajustée a diminué de 0,6 million de dollars principalement en raison de l'augmentation des revenus réalisés dans la Division des communications sur mesure et de la Division du prémédia partiellement compensée par une augmentation de la charge d'amortissement.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2010, bien que ses activités soient en quelque sorte dépendantes des conditions de marché, les revenus du secteur des communications marketing devraient augmenter en raison des efforts liés au développement et à l'optimisation de ses solutions marketing numériques ainsi que leur demande grandissante de la part de nos clients. Dans le même ordre d'idées, la récente acquisition de LIPSO Systèmes combinée à nos outils numériques existants nous permet de présenter une offre intégrée plus complète.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont augmenté de 3,2 millions de dollars, soit 2,1 %, passant de 151,9 millions au troisième trimestre de 2009 à 155,1 millions au troisième trimestre de 2010. En excluant les publications fermées ou vendues, les revenus ont augmenté de 6,0 millions de dollars, soit 4,0 %.

La croissance interne positive pour le troisième trimestre de 2010 provient d'une hausse des revenus dans l'ensemble de nos groupes d'affaires. Notre Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs a connu la hausse la plus marquée de ses revenus grâce à la reprise ressentie dans la publicité nationale provenant des secteurs de l'automobile et de la finance. En développant de nouveaux axes de croissance dans le but de diversifier son offre de produits, notre Groupe d'édition de livres pédagogiques a vu ses parts de marché augmenter dans certains créneaux ciblés au troisième trimestre de 2010, ce qui lui a permis d'augmenter ses revenus par rapport au même trimestre l'an dernier. De plus, nos efforts de développement de notre offre numérique combinée à la reprise économique ont profité à notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques. Finalement, notre Groupe des solutions aux communautés locales a profité d'une contribution accrue de nos activités de distribution.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 0,7 million de dollars, soit 2,4 %, passant de 29,4 millions au troisième trimestre de 2009 à 28,7 millions au troisième trimestre de 2010. En excluant les dispositions et les fermetures ainsi que l'effet du papier, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 2,3 millions de dollars ou 7,8 %. Cette baisse provient en majeure partie de notre Groupe des solutions aux communautés locales ainsi que de notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques qui ont poursuivi leurs investissements stratégiques sur diverses plateformes numériques et sur support papier. Cette baisse est toutefois contenue en partie par les effets positifs des revenus additionnels mentionnés ci-haut.

La marge d'exploitation ajustée s'est établie à 18,5 % au troisième trimestre de 2010, en baisse comparativement à 19,4 % au troisième trimestre de 2009. Cette baisse s'explique principalement par les récents investissements stratégiques mentionnés ci-haut.

Au cours du troisième trimestre de 2010, le secteur des médias a procédé au lancement de nouveaux produits, améliorant à la fois son offre numérique et son offre de publications plus traditionnelle. Le Groupe des solutions aux communautés locales a en effet procédé au lancement de trois nouveaux hebdomadaires : le *Point de vue Mont-Tremblant*, le *Point de vue Sainte-Agathe* ainsi que l'*Abitibi Express*, tous accompagnés de leur propre site Internet diversifié et interactif. Ces lancements ont été effectués afin d'offrir plus de contenu local aux collectivités et aux entreprises québécoises.

Au cours du dernier trimestre de 2010, les efforts du secteur des médias seront concentrés sur l'ensemble de ses nombreuses plateformes numériques, et plus précisément sur ses récents sites, tels que ses sites de prémagasinage dealstreet.ca et publisac.ca ainsi que l'outil de gestion de réputation en ligne destiné aux entreprises

offert par weblocal.ca. Nous poursuivons également le développement de la monétisation de nos produits numériques par l'entremise de l'élargissement de notre réseau de ventes. Finalement, nous poursuivons les investissements stratégiques dans des produits numériques et papier au cours des prochains trimestres afin d'accroître notre offre intégrée de solutions aux communautés locales.

Activités intersectorielles et autres activités

Les revenus d'activités intersectorielles et d'autres activités sont passés d'un total négatif de 18,9 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2009 à un total négatif de 18,5 millions en 2010. Cette variation est surtout attribuable à la diminution des transactions intersectorielles. De plus, le bénéfice d'exploitation ajusté est passé d'un total négatif de 6,1 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2009 à un total négatif de 6,5 millions en 2010, et ce, principalement en raison de l'augmentation de la provision liée aux unités d'actions en circulation qui résulte de l'appréciation du cours de l'action au 31 juillet 2010 par rapport à la même date un an plus tôt.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 JUILLET 2010

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	%
Résultats - Neuf mois terminés le 31 juillet 2009	1 600,3 \$		132,1 \$		(125,4) \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(50,5)	(3,2) %	3,0	2,3 %	2,3	s.o.
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	45,7	s.o.
Activités existantes						
Effet du papier	(25,8)	(1,6) %	4,7	3,6 %	3,6	s.o.
Taux de change	(20,3)	(1,3) %	(1,7)	(1,3) %	0,8	s.o.
Croissance interne	18,2	1,1 %	26,2	19,8 %	12,9	s.o.
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	187,3	s.o.
Dividendes sur actions privilégiées	-	- %	-	- %	(5,1)	s.o.
Résultats - Neuf mois terminés le 31 juillet 2010	1 521,9 \$	(4,9) %	164,3 \$	24,4 %	122,1 \$	s.o.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2010 et ceux des neuf premiers mois de l'exercice 2009.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 50,5 millions de dollars et augmenté le bénéfice d'exploitation ajusté de 3,0 millions. Cette réduction des revenus provient principalement de la vente de notre usine du Groupe du détail située en Ohio ainsi que de la fermeture de certaines publications et journaux dans le secteur des médias partiellement compensée par l'apport des acquisitions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), de Conversys et de LIPSO Systèmes. Déduction faite des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur effet positif sur le bénéfice net s'est établi à 2,3 millions de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément négatif de 25,8 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés

par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu des effets positifs respectivement de 4,7 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 3,6 millions sur le bénéfice net.

- Au cours des neuf premiers mois de 2010, le dollar canadien s'est apprécié de 13,8 % par rapport au dollar américain et de 8,1 % vis-à-vis de sa contrepartie mexicaine, et ce, comparativement au taux de change moyen au cours de la même période en 2009. Cette appréciation du dollar canadien a occasionné des diminutions de 20,3 millions de dollars des revenus et de 1,7 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif de 10,8 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 9,5 millions de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet positif de 0,1 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet négatif de 2,7 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet positif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 0,9 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 0,8 million de dollars.
- La croissance interne positive des revenus s'est établie à 18,2 millions de dollars, ou 1,1 %, au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010. Cette hausse est attribuable aux nouveaux contrats d'impression, dont le *San Francisco Chronicle* et Rogers, partiellement compensée par des baisses de volume pour nos activités d'impression des magazines, des livres et des catalogues ainsi que nos activités d'impression de produits marketing. Le secteur des médias a aussi contribué à cette croissance positive, plus particulièrement au troisième trimestre de 2010, avec la légère reprise ressentie dans la publicité nationale.
- La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté de 26,2 millions de dollars, ou 19,8 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, est attribuable d'abord à la croissance interne positive des revenus, mais également, au plein effet du plan de rationalisation mis en place au cours de l'exercice 2009 et à l'efficacité opérationnelle accrue dans tous les groupes du secteur de l'impression, sans oublier l'apport des nouveaux contrats.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Un montant de 5,9 millions de dollars avant impôts (4,2 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». En voici les détails :

- Dépréciation d'actifs et autres coûts de 0,9 million de dollars avant impôts (0,7 million après impôts) reliés à du matériel de production qui n'était plus nécessaire en raison de la baisse du niveau d'activité de certaines de nos entités.
- Frais de restructuration de 5,0 millions de dollars avant impôts (3,5 millions après impôts) reliés à la réduction d'effectifs.

Un montant de 46,8 millions de dollars avant impôts (34,4 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 27,5 millions de dollars sont reliés à la dépréciation d'actifs et à d'autres coûts en plus de 19,3 millions à la réduction d'effectifs reliée au plan de rationalisation annoncé au début de l'exercice 2009.

Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009, un montant de 169,3 millions de dollars avant impôts (154,7 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondaient à la radiation d'écarts d'acquisition dans les secteurs de l'impression et des communications marketing associée essentiellement à nos activités d'impression de produits commerciaux. Les 2,8 millions de dollars restants étaient liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions aux consommateurs de notre secteur des médias.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 1,1 million de dollars, soit 3,6 %. Ils s'établissent à 31,7 millions de dollars au troisième trimestre de 2010, comparativement à 30,6 millions au troisième trimestre de 2009. Cette augmentation est principalement attribuable à un niveau d'endettement net supérieur au cours des neuf premiers mois de 2010 lié à l'acquisition d'immobilisations corporelles en début d'exercice compensé partiellement par l'effet de change favorable causé par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et européenne.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 34,4 millions de dollars, passant d'un recouvrement de 6,9 millions au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009 à une dépense de 27,5 millions au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 31,6 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 23,8 %, comparativement à 20,1 millions, ou 19,8 %, au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009. Cette augmentation du taux d'imposition est surtout attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts sur les bénéfices.

Activités abandonnées

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, un bénéfice net lié aux activités abandonnées de 28,3 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré par suite de la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage aux États-Unis, le 1^{er} avril dernier, pour un produit net de 105,7 millions de dollars. Le bénéfice net provenant des activités abandonnées inclut un gain lié à l'abandon des activités de 39,2 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, et une perte nette de 10,9 millions de dollars (17,4 millions en 2009) liée à l'exploitation des activités abandonnées, déduction faite des impôts y afférents.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant d'une perte nette de 125,4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009 à un bénéfice net de 122,1 millions au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010. Cette augmentation est surtout attribuable aux importantes dépréciations des écarts d'acquisition et actifs incorporels et d'autres actifs ainsi qu'aux frais de restructuration comptabilisés en 2009 combinées à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis en 2010, à une augmentation du bénéfice d'exploitation et à des ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices. Toutefois, ces éléments sont partiellement compensés par une augmentation des impôts sur les bénéfices ainsi que des dividendes sur actions privilégiées. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant d'une perte de 1,55 \$ à un bénéfice de 1,51 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 14,5 millions de dollars, ou 17,9 %, passant de 81,1 millions au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009 à 95,6 millions au cours de la même période en 2010. Par action, il a augmenté de 0,18 \$, passant de 1,00 \$ à 1,18 \$.

CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

(non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	28,9 \$	25,3 \$	122,1 \$	(125,4) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	-	5,1	-
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	4,6	1,2	(28,3)	17,4
Part des actionnaires sans contrôle	-	0,1	0,3	0,3
Impôts sur les bénéfices	12,0	9,2	27,5	(6,9)
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,8	0,9	3,9
Frais financiers	10,3	10,6	30,8	26,7
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	-	-	-	169,3
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	1,2	6,4	5,9	46,8
Bénéfice d'exploitation ajusté	58,7	53,6	164,3	132,1
Amortissement	31,5	29,0	98,0	86,7
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	90,2 \$	82,6 \$	262,3 \$	218,8 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	28,9 \$	25,3 \$	122,1 \$	(125,4) \$
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	4,6	1,2	(28,3)	17,4
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	0,9	5,3	4,2	34,4
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	154,7
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	(2,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	34,4	31,8	95,6	81,1
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,8	80,8	80,8	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,43 \$	0,39 \$	1,18 \$	1,00 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	113,2 \$	0,4 \$	112,4 \$	9,6 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	37,1	(50,8)	(96,9)	(141,8)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	76,1 \$	51,2 \$	209,3 \$	151,4 \$
Dettes à long terme			724,4 \$	768,3 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			4,8	156,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(20,8)	3,1
Endettement net			708,4 \$	928,0 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2010			2009			2008		
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	500 \$	510 \$	512 \$	570 \$	504 \$	531 \$	565 \$	615 \$	536 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	90	91	81	120	83	77	59	108	75
Marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajustée	18,0 %	17,8 %	15,8 %	21,1 %	16,4 %	14,5 %	10,4 %	17,6 %	14,0 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	58 \$	56 \$	45 \$	72 \$	47 \$	(146) \$	14 \$	80 \$	48 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	59	58	47	85	53	48	31	81	48
Marge du bénéfice d'exploitation ajustée	11,8 %	11,4 %	9,2 %	14,9 %	10,5 %	9,0 %	5,5 %	13,2 %	9,0 %
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions	29 \$	67 \$	26 \$	43 \$	25 \$	(144) \$	(6) \$	(94) \$	30 \$
Par action	0,35	0,83	0,32	0,54	0,31	(1,79)	(0,08)	(1,16)	0,37
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	34	34	27	53	31	30	19	51	30
Par action	0,43	0,42	0,34	0,65	0,39	0,37	0,24	0,63	0,37
En % de l'exercice	- %	- %	- %	39 %	24 %	22 %	15 %	37 %	21 %

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des résultats trimestriels de Transcontinental. Au chapitre des revenus, nous pouvons remarquer une stabilisation de la baisse des revenus en 2010 à la suite des effets du ralentissement économique nord-américain au cours de l'exercice 2009. Toutefois, nous notons également l'effet de l'efficacité des mesures de rationalisation déployées qui ont limité les répercussions de ce ralentissement sur le bénéfice à compter du troisième trimestre de l'exercice 2009. De plus, le quatrième trimestre est supérieur aux autres puisque les dépenses en publicité sont généralement plus élevées à l'automne, sans compter qu'il s'agit de la période de pointe pour le secteur de l'impression.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

Principales liquidités et situation financière
Pour les trimestres terminés les 31 juillet
(non vérifiés)

(en millions de dollars)	2010	2009
Activités d'exploitation		
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments		
hors caisse liés à l'exploitation	76,1 \$	51,2 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	37,1	(50,8)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	113,2	0,4
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite des dispositions	(4,1)	(0,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(19,3)	(60,0)
Autres	(3,2)	(8,7)
Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(26,6)	(69,4)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	2,7	50,2
Remboursement de la dette à long terme	(0,7)	(102,4)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	(68,7)	112,5
Dividendes sur actions participantes	(7,3)	(6,4)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	-
Autres	(1,2)	-
Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies	(76,9)	53,9
Autres renseignements pertinents		
Endettement net	708,4	928,0
Capitaux propres	1 209,0	983,0
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	1,85	3,18 ⁽¹⁾
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut Stable	BBB haut Stable
Standard and Poor's	BBB- Stable	BBB- Stable

⁽¹⁾ Comme publié initialement.

Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté. Ils ont atteint 76,1 millions de dollars en 2010, comparativement à 51,2 millions en 2009. Cette variation est surtout attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté. Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont occasionné une entrée de fonds de 37,1 millions de dollars en 2010, comparativement à une sortie de fonds de 50,8 millions en 2009. Cet écart résulte essentiellement de la diminution des débiteurs en 2010 combinée à une sortie de fonds liée au programme de titrisation en 2009 partiellement compensée par le moment du paiement de certains créiteurs. Par conséquent, les fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies ont augmenté, occasionnant une entrée de fonds de 113,2 millions de dollars en 2010, comparativement à une entrée de fonds de 0,4 million en 2009.

Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies

Au cours du troisième trimestre de 2010, nous avons investi 19,3 millions de dollars en immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions, dont la majorité est relative au projet *The Globe and Mail*. Les investissements en immobilisations corporelles sont en baisse de 40,7 millions comparativement aux 60,0 millions investis en 2009, principalement en raison du projet du *San Francisco Chronicle* qui est maintenant complété.

Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies

La Société a versé 7,3 millions de dollars en dividendes sur actions participantes, soit 9 cents par action, au troisième trimestre de 2010 par rapport à 6,4 millions de dollars, soit 8 cents par action, au trimestre correspondant de l'exercice 2009. De plus, au troisième trimestre de 2010, la Société a versé 1,7 million de dollars en dividendes sur les actions privilégiées de série D. Les dividendes versés par Transcontinental à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles au sens des lois de l'impôt sur le revenu des gouvernements fédéral et provinciaux.

<u>Actions émises et en circulation</u>	<u>Au 31 juillet 2010</u>	<u>Au 31 août 2010</u>
Catégorie A (droit de vote subalterne)	65 594 197	65 594 897
Catégorie B (droit de vote multiple)	15 247 540	15 246 840
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

Instruments d'emprunt

En date du 31 juillet 2010, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 1,85 (2,59 au 31 octobre 2009) principalement en raison du produit de la vente de la quasi-totalité des actifs du Groupe du publipostage aux États-Unis, de la réduction de nos dépenses en immobilisations, d'une augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté et de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Par ailleurs, la Société a maintenant surpassé son objectif, fixé au cours du dernier exercice, de maintenir ce ratio à l'intérieur d'une fourchette cible de 2,00 à 2,50.

Au 31 juillet 2010, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme de crédit à terme rotatif (« tranche A »), qui vient à échéance en septembre 2012, au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains dont 175,1 millions étaient utilisés.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (74,8 millions de dollars) d'une banque européenne d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production au cours des deux années suivantes. Ce financement sera tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de janvier 2011. Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de cette facilité aux taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %. Au 31 juillet 2010, un montant de 49,2 millions d'euros (66,1 millions de dollars) a été tiré à même ce financement (23,7 millions d'euros [37,7 millions de dollars] au 31 octobre 2009).

La Société a conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production et pour compléter les travaux d'aménagement d'un immeuble loué. Au 31 juillet 2010, ces engagements se chiffraient à 16,4 millions de dollars, soit 7,3 millions d'euros, 5,9 millions de dollars canadiens et 0,6 million de dollars américains. Les paiements

minimums exigibles prévus en 2010 et 2011 sont équivalents à 5,4 millions de dollars et 11,0 millions, respectivement.

Arrangements hors bilan (titrisation)

Au 31 juillet 2010, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 217,2 millions de dollars (240,3 millions au 31 octobre 2009), dont la totalité étaient des droits conservés par la Société (128,4 millions au 31 octobre 2009), donnant lieu à une contrepartie nette nulle (111,9 millions au 31 octobre 2009, soit 77,3 millions de dollars canadiens et 32,0 millions de dollars américains). Au 31 juillet 2010, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme était de 169,9 millions de dollars (202,3 millions au 31 octobre 2009). Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Selon le programme, aucun escompte n'a été enregistré pour le troisième trimestre de 2010 (0,8 million pour le troisième trimestre de 2009) à la suite de la vente de débiteurs. Au 31 juillet 2010, la Société respectait tous ses engagements en vertu des conventions régissant ce programme.

Notre programme de titrisation est venu à échéance en août 2010 et aucune nouvelle entente n'a été signée à ce jour.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société prépare ses états financiers consolidés en dollars canadiens et conformément aux PCGR du Canada. Un résumé des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Certaines des conventions comptables de la Société exigent des évaluations et font appel au jugement. Les éléments les plus significatifs exigeant le recours à des évaluations et au jugement de la direction sont l'évaluation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, la comptabilisation des avantages sociaux futurs octroyés aux employés et la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. La direction évalue ses estimations sur une base continue en utilisant des données historiques et autres facteurs, incluant l'environnement économique actuel. Puisque des événements futurs ou changements dans les circonstances et leurs effets ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient différer significativement de ses estimations. Des changements dans ces estimations résultant de changements perpétuels dans l'environnement économique seront reflétés dans les états financiers des périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Regroupement d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société est tenue de présenter des informations qualitatives sur les incidences de l'application des IFRS pour son exercice financier 2010 ainsi que des informations quantitatives, si disponibles, pour ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2011. Ces informations seront utilisées par la Société afin de présenter les éléments comparatifs pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

La Société a établi une structure organisationnelle de gestion de projet composée de membres de différents échelons et de diverses fonctions afin d'assurer la coordination et le suivi de l'avancement du projet. Des ressources ayant les compétences et l'expérience nécessaires ont été affectées à la réalisation du projet.

Le plan de conversion de la Société comporte trois phases :

Phase 1 – Évaluation

Au cours de cette phase, la Société a procédé à une évaluation de haut niveau visant à cerner les différences majeures entre les IFRS et ses conventions comptables, ainsi qu'à une évaluation des principaux aspects de la Société pouvant être touchés par l'adoption des IFRS, puis a conçu un plan de conversion détaillé. Étant donné que des changements sont prévus aux normes IFRS au cours de la période de conversion et que ces modifications pourraient avoir des conséquences sur le plan de conversion, un processus de vigie a été mis en place.

Phase 2 – Conversion

Au cours de cette phase, la Société conçoit et élabore des solutions pour traiter les différences identifiées à la phase 1. Elle détermine les modifications à apporter aux conventions comptables, informations financières, systèmes d'information, processus opérationnels et contrôles internes actuels afin de procéder à la conversion aux IFRS. L'incidence de cette conversion sur les ententes contractuelles est évaluée et les modifications nécessaires sont apportées. Une stratégie de gestion du changement est mise en place pour répondre aux besoins d'information et de formation des différents intervenants.

Phase 3 – Mise en œuvre

Cette phase finale a pour objectif de permettre la présentation continue de l'information selon les IFRS et de faciliter le partage des connaissances. Les modifications à la phase 2 sont mises en œuvre et des tests sont effectués afin de nous assurer que les écarts soient résolus avant la date de la conversion. La stratégie de gestion du changement amorcée à la phase 2 se poursuit jusqu'à ce que la conversion soit complétée.

La Société a terminé la phase 1 et a commencé la phase de conversion au cours de l'exercice 2009. L'évaluation préliminaire des différences au chapitre des conventions comptables et principaux aspects de la Société est terminée et nous a permis de prioriser les normes à analyser au cours de la phase 2.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement de la réalisation du plan de conversion aux IFRS au 31 juillet 2010.

	<u>Principales activités</u>	<u>Échéancier</u>	<u>État d'avancement</u>
Information financière	<p>Identifier et analyser les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la Société.</p> <p>Concevoir et élaborer des solutions pour résoudre les différences.</p> <p>Faire la sélection des choix de conventions comptables IFRS et des exemptions permises conformément à IFRS 1.</p> <p>Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.</p>	Complété avant le 31 octobre 2010. Suivi et mise à jour pendant l'exercice 2011.	<p>Identification et évaluation préliminaire des différences et des choix terminées.</p> <p>Analyse détaillée des différences et des choix de conventions comptables en cours.</p>
	Préparer le bilan d'ouverture et compiler l'information financière pour préparer les états financiers IFRS comparatifs.	Au cours de l'exercice 2011.	À venir.
Systèmes d'information et processus	<p>Évaluer les incidences des changements sur les systèmes d'information et les processus et y apporter les modifications requises.</p> <p>Élaborer une stratégie pour compiler l'information en parallèle (selon les PCGR du Canada et les IFRS) pendant l'année financière 2011 et la mettre en œuvre.</p>	Modifications des systèmes d'information et processus finalisées à temps pour compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	<p>Évaluation globale des répercussions potentielles sur les systèmes d'information et processus terminée.</p> <p>Incidences sur les systèmes d'information et processus évaluées de pair avec l'analyse détaillée des différences au chapitre de l'information financière.</p>

Contrôles internes	Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information et mettre en œuvre les modifications requises.	Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.	Incidences sur les contrôles internes évaluées de pair avec l'analyse détaillée des différences au chapitre de l'information financière.
Formation et communication	Déterminer les besoins de formation et offrir cette formation.	Séances de formation au cours des exercices 2010 et 2011.	Formation spécifique donnée aux principaux intervenants du processus de conversion et formation générale données aux employés de la fonction finance.
	Communiquer la progression du plan de conversion avec les parties prenantes.	Communications régulières au cours des exercices 2010 et 2011.	Plan de communication élaboré et communications régulières sur la progression du plan en cours.
Affaires	Évaluer les incidences sur les ententes contractuelles de la Société (respect des clauses restrictives financières, programmes de rémunération, etc.). Apporter les modifications nécessaires aux ententes contractuelles.	Modifications apportées avant le 31 octobre 2011.	Évaluation globale des répercussions potentielles sur les ententes effectuée. Incidences sur les ententes contractuelles évaluées de pair avec l'analyse détaillée des différences au chapitre de l'information financière.

Différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Société

Les éléments suivants ont été évalués comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Ces éléments ne représentent pas une liste exhaustive des impacts découlant de la transition aux IFRS et des modifications pourraient y être apportées d'ici le passage aux IFRS.

<u>Sujet</u>	<u>Éléments susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société</u>
Avantages du personnel (IAS 19)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut choisir de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor (telle qu'utilisée par la Société) ou la constatation immédiate dans les autres éléments du résultat étendu. La Société a l'intention de conserver la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels. • Un exposé-sondage a été publié et propose la constatation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu ainsi que la présentation du coût des services rendus et des frais financiers dans les résultats. La publication de la norme est prévue en 2011.
Coûts d'emprunts (IAS 23)	<ul style="list-style-type: none"> • Les IFRS exigent la capitalisation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Selon les PCGR du Canada, une entité a le choix de capitaliser les coûts d'emprunts ou de les passer en charge. La Société a comme convention comptable de capitaliser les coûts d'emprunts. • Les IFRS sont plus directifs sur la nature des coûts d'emprunts capitalisables que les PCGR du Canada. IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition déterminée ou à compter de la date de transition. La Société n'a pas encore terminé l'analyse de ces éléments.

<p>Dépréciation d'actifs (IAS 36)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le test de dépréciation des actifs se fait au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Selon les PCGR du Canada, le test de dépréciation des actifs se fait au niveau du groupe d'actifs qui est définie de façon similaire à une UGT. Les écarts d'acquisition sont alloués aux UGT ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, alors que selon les PCGR du Canada, les écarts d'acquisition sont alloués aux unités d'exploitation qui sont équivalentes à un secteur d'exploitation ou à un niveau immédiatement inférieur. Étant donné que le test de dépréciation sera possiblement effectué à un niveau de groupe d'actifs plus petit que celui effectué selon les PCGR du Canada, une dépréciation d'actifs pourrait être constatée plus rapidement selon les IFRS. Pour déterminer si une dépréciation doit être prise, la valeur comptable de l'UGT est comparée à sa valeur recouvrable, qui est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés). Selon les PCGR du Canada, on compare la valeur comptable aux flux de trésorerie futurs non actualisés et si une dépréciation est requise, le montant de la dépréciation se fait en comparant la valeur comptable de l'actif à sa juste valeur. Les impacts pour la Société seront déterminés lors du test de dépréciation des actifs qui sera effectué lors de la transition aux IFRS. Les dépréciations sur des actifs autres que celles sur les écarts d'acquisition peuvent être reprises selon certaines conditions. Selon les PCGR du Canada les reprises n'étaient pas permises.
<p>Immobilisations corporelles (IAS 16)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Chaque partie d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'actif doit être amortie séparément. Selon les PCGR du Canada, une entité doit amortir une composante importante distinctement lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire et que la durée de vie de chacune des composantes peut faire l'objet d'une estimation. La Société n'a pas encore terminé l'analyse de cet élément.
<p>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Selon les IFRS, une entité peut décomptabiliser un actif financier selon certaines conditions qui sont axées sur une notion de transfert des risques et avantages. En vertu des PCGR du Canada, les conditions pour décomptabiliser un actif financier sont plutôt axées sur une notion de transfert de contrôle de l'actif. Pour la Société, les débiteurs vendus dans le cadre de l'entente de titrisation pourraient ne plus répondre aux conditions pour être décomptabilisés en vertu des IFRS.
<p>Participation dans des coentreprises (IAS 31)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les IFRS permettent de comptabiliser les participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle (tel qu'utilisée par la Société) ou la méthode de la mise en équivalence (valeur de consolidation). La Société n'a pas terminé l'analyse de cet élément. Un exposé-sondage a été publié et propose d'abolir le choix de la méthode de la consolidation proportionnelle. La publication de la norme est prévue en 2010.

La norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » est la norme que devra appliquer la Société pour dresser son bilan d'ouverture IFRS. L'objectif de cette norme est de fournir un point de départ pour une comptabilité conforme aux IFRS à un coût qui ne dépasse pas les avantages attendus. Ainsi, certaines mesures d'allègement, appelées exemptions et exceptions, sont permises afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Les exemptions sont facultatives et les exceptions sont obligatoires. La liste qui suit présente certaines exemptions qui sont susceptibles d'avoir un impact important pour la Société. Cette liste n'est pas définitive ni exhaustive et les impacts quantitatifs seront communiqués lorsqu'ils seront connus.

<u>Exemption</u>	<u>Description et statut</u>
Avantages du personnel	IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux bénéfices non répartis en date de transition et d'appliquer IAS 19 de façon prospective. La Société prévoit adopter cette exemption.
Montant cumulé des différences de conversion	IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les différences de conversion soient calculées conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. IFRS 1 permet que le montant cumulé des différences de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le profit ou perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les différences de conversion cumulées avant la date de transition aux IFRS. La Société prévoit adopter cette exemption.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société tente de façon continue de diminuer son exposition aux risques et aux incertitudes que pourraient lui faire encourir des situations particulières dans ses secteurs d'exploitation ou en matière de trésorerie. Conséquemment, le directeur de la gestion des risques et la direction revoient continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur notre programme de gestion de risques est revu annuellement par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines ou encore à des efforts de synergie entre ses segments d'activité. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les conséquences.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Bien que la Société ait réussi à combler ses besoins de financement et de refinancement au cours d'une période de crise économique importante en 2009, il n'en demeure pas moins qu'il n'y a aucune garantie que des fonds additionnels puissent être disponibles, et s'ils le sont, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour la Société.

Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société soit en bonne situation financière avec un ratio d'endettement net sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,85. De plus, les flux de trésorerie disponibles de la Société devraient être plus élevés au cours de l'exercice 2011 compte tenu des flux de trésorerie additionnels qui seront générés par le projet d'impression du quotidien *The Globe and Mail* en plus de la réduction de nos dépenses en immobilisations prévue au cours du prochain exercice.

Par ailleurs, notre programme de titrisation des débiteurs est venu à échéance en août dernier. Au 31 juillet 2010, ce programme était inutilisé. Aucune nouvelle entente n'a encore été signée à ce jour.

La Société n'a aucune assurance d'être en mesure d'augmenter ses distributions auprès de ses actionnaires par des dividendes.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. Au 31 juillet 2010, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 71 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable en représentait 29 % (64 % et 36 %, respectivement, au 31 octobre 2009).

Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixes et à taux variables. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Crédit

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Régimes de retraite

Le 1^{er} juin dernier, la Société a remplacé ses régimes de retraite hybride ou à prestations déterminées par des régimes à cotisations déterminées. Par conséquent, la Société a limité son risque lié qu'aux services passés des régimes de retraite hybride ou à prestations déterminées puisqu'il n'encourt aucun risque pour les services futurs des régimes à cotisations déterminées. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Concurrence

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Répartition géographique et taux de change

Le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain a varié considérablement au cours du troisième trimestre de 2010, comparativement au troisième trimestre de 2009. Le taux de change s'établissait en moyenne à 1,1550 CAD/USD pendant le troisième trimestre de 2009, comparativement à 1,0346 CAD/USD en moyenne pendant le troisième trimestre du présent exercice.

Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, Transcontinental veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents.

Au 31 juillet 2010, pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme visant la vente de 115 millions de dollars américains (118 millions de dollars américains au 31 octobre 2009), dont 21 millions, 49 millions et 45 millions seront vendus en 2010, 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie d'un à 26 mois à des taux variant de 1,0302 à 1,2800. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long du troisième trimestre de 2010.

Nouveaux médias

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Difficulté du recrutement de personnel qualifié

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Tests de dépréciation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Échange d'information confidentielle

À la suite de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, nous avons réduit notre exposition au risque d'échange d'information confidentielle. La Société demeure toutefois exposée à ce risque dans ses autres activités. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Développement des affaires

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Intégration des acquisitions

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Perte de réputation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Actions participantes et actions privilégiées

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Risques environnementaux

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Environnement » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009* ainsi que le *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement*.

Risques liés aux matières premières et aux envois postaux

Matières premières et prix de l'énergie

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du troisième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

Futures politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis

À la suite de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, nous avons réduit considérablement notre exposition au risque d'envois postaux. Toutefois, la Société demeure exposée à ce risque dans ses autres activités. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009*.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Transcontinental sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction, y compris le président et chef de la direction ainsi que le vice-président et chef de la direction financière, de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué si la Société avait apporté, au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, des modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui auraient eu une incidence importante ou qui auraient raisonnablement été susceptibles d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Aucune modification de cette nature n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Premièrement, au sein de notre secteur de l'impression, nous sommes persuadés qu'en raison des efforts soutenus déployés dans le projet visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail*, nous serons en mesure de débiter la production, au plus tard, au début de notre prochain exercice financier. Rappelons que ce projet d'envergure consiste en la mise sur pied d'une plateforme pancanadienne unique d'impression de journaux et de circulaires et permettra à la Société de générer des revenus additionnels d'environ 25 millions de dollars annuellement en plus de dégager certaines synergies au chapitre des coûts d'exploitation. De plus, bien que nous ressentions une stabilisation, voire une amélioration dans plusieurs de nos créneaux, certains de ceux-ci demeureront sensibles à une demande au mieux stable ainsi qu'à une surcapacité de production. Ainsi, notre Groupe des magazines, des livres et des catalogues devrait continuer de subir l'effet des baisses du nombre de pages et d'exemplaires combiné à une plus faible demande de produits spécialisés et d'ouvrages religieux tout en étant exposé à l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine pour l'exportation de ses produits aux États-Unis.

Deuxièmement, en particulier pour notre secteur des médias, une légère reprise des dépenses publicitaires des annonceurs dits « nationaux » est ressentie, sans toutefois qu'elle soit généralisée dans tous les secteurs. Notre Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs sera le premier bénéficiaire si cette reprise devait se poursuivre ou s'accroître. En ce qui concerne notre Groupe des solutions aux communautés locales, nous prévoyons que les revenus demeureront relativement stables alors que la marge bénéficiaire devrait légèrement être affectée en raison d'investissements par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître notre offre intégrée de solutions aux entreprises locales. Ensuite, notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques poursuivra son développement sur nos diverses plateformes numériques alors que les investissements stratégiques seront maintenus afin de faire croître ce créneau que nous croyons prometteur.

Troisièmement, le secteur des communications marketing intensifiera son développement des affaires auprès de nos clients afin de répondre à leur demande croissante d'activation de programmes marketing sur mesure, entre autres par l'entremise d'outils numériques. L'optimisation de notre offre intégrée de solutions marketing devrait donc générer des revenus additionnels pour le secteur au cours des prochains trimestres. En ce qui concerne le bénéfice d'exploitation, la marge bénéficiaire devrait s'améliorer graduellement, mais à un rythme moins rapide que les revenus, compte tenu de nos investissements stratégiques soutenus à ce chapitre.

Finalement, au cours des trois premiers trimestres du présent exercice, la Société a grandement bénéficié des mesures de rationalisation effectuées à compter de février 2009 ainsi que de la contribution de nouveaux contrats d'impression. La contribution de ces éléments diminuera largement au cours des prochains trimestres. En revanche, au cours des prochains trimestres, nous procéderons à de nouvelles mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle en maximisant, entre autres, l'utilisation de nos équipements les plus performants. De plus, en raison de nos récents investissements dans le secteur de l'impression et de notre position de leader canadien, nous croyons être en mesure de pouvoir capitaliser sur certaines occasions, et ainsi augmenter nos parts de marché dans ce créneau. Dans le même ordre d'idées, comme mentionné précédemment, l'apport du nouveau contrat d'impression du quotidien *The Globe and Mail* ajoutera aux éléments précités en générant des revenus additionnels en plus de dégager des économies au chapitre des coûts d'exploitation.

Au nom de la direction,
Le vice-président et chef de la direction financière,



Benoît Huard
Le 8 septembre 2010

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Revenus	500,3 \$	504,4 \$	1 521,9 \$	1 600,3 \$
Frais d'exploitation	348,9	366,4	1 077,3	1 194,2
Frais de vente, frais généraux et administratifs	61,2	55,4	182,3	187,3
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	90,2	82,6	262,3	218,8
Amortissement (note 3)	31,5	29,0	98,0	86,7
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	1,2	6,4	5,9	46,8
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 5)	-	-	-	169,3
Bénéfice (perte) d'exploitation	57,5	47,2	158,4	(84,0)
Frais financiers (note 6)	10,3	10,6	30,8	26,7
Escompte sur vente de débiteurs (note 10)	-	0,8	0,9	3,9
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	47,2	35,8	126,7	(114,6)
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) (note 7)	12,0	9,2	27,5	(6,9)
Part des actionnaires sans contrôle	-	0,1	0,3	0,3
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	35,2	26,5	98,9	(108,0)
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées (note 8)	(4,6)	(1,2)	28,3	(17,4)
Bénéfice net (perte nette)	30,6	25,3	127,2	(125,4)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	-	5,1	-
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	28,9 \$	25,3 \$	122,1 \$	(125,4) \$
Bénéfice net (perte nette) par action participante - de base et dilué (note 13)				
Activités poursuivies	0,41 \$	0,32 \$	1,16 \$	(1,34) \$
Activités abandonnées	(0,06)	(0,01)	0,35	(0,21)
	0,35 \$	0,31 \$	1,51 \$	(1,55) \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation (en millions)	80,8	80,8	80,8	80,8

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
non vérifiés

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette)	30,6 \$	25,3 \$	127,2 \$	(125,4) \$
Autres éléments du résultat étendu :				
Variation nette latente de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices de (2,6) millions de dollars et (3,4) millions pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010 (5,9 millions et 5,6 millions pour les mêmes périodes en 2009)	(8,0)	15,3	(13,4)	13,0
Ajustements afin de reclasser la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés aux résultats au cours de la période considérée, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 0,7 million de dollars et 1,3 million pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010 (un montant négligeable et 2,1 millions pour les mêmes périodes en 2009)	2,0	(0,1)	9,2	5,1
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(6,0)	15,2	(4,2)	18,1
Gains (pertes) nets latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(0,6)	6,5	(3,5)	4,7
Autres éléments du résultat étendu (note 16)	(6,6)	21,7	(7,7)	22,8
Résultat étendu	24,0 \$	47,0 \$	119,5 \$	(102,6) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
non vérifiés

(en millions de dollars)	Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009
Solde au début de la période	645,9 \$	753,5 \$
Bénéfice net (perte nette)	127,2	(125,4)
	773,1	628,1
Dividendes sur actions participantes	(21,1)	(19,3)
Dividendes sur actions privilégiées	(5,3)	-
Solde à la fin de la période	746,7 \$	608,8 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2010	Au 31 octobre 2009
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20,8 \$	34,7 \$
Débiteurs (note 10)	334,8	306,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	22,0	4,1
Stocks	75,3	74,3
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	24,9	20,1
Impôts futurs	13,1	11,0
	490,9	450,2
Immobilisations corporelles	925,3	938,8
Écarts d'acquisition (note 5)	675,9	673,4
Actifs incorporels	185,5	184,3
Impôts futurs	148,2	141,5
Autres éléments d'actif	50,8	68,3
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	-	93,2
	2 476,6 \$	2 549,7 \$
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	273,0 \$	360,0 \$
Impôts sur les bénéfices à payer	40,7	27,0
Abonnements perçus d'avance et dépôts	46,7	37,2
Impôts futurs	2,5	0,5
Portion à court terme de la dette à long terme (note 12)	4,8	7,0
	367,7	431,7
Dette à long terme (note 12)	724,4	818,8
Impôts futurs	115,1	109,0
Autres éléments du passif	60,1	43,8
Passif lié aux activités abandonnées (note 8)	-	31,1
	1 267,3	1 434,4
Part des actionnaires sans contrôle	0,3	0,1
Engagements (note 18)		
Capitaux propres		
Capital-actions	476,6	476,5
Surplus d'apport (note 15)	13,5	12,9
Bénéfices non répartis	746,7	645,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 16)	(27,8)	(20,1)
	718,9	625,8
	1 209,0	1 115,2
	2 476,6 \$	2 549,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation				
Bénéfice net (perte nette)	30,6 \$	25,3 \$	127,2 \$	(125,4) \$
Moins : Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées (note 8)	(4,6)	(1,2)	28,3	(17,4)
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	35,2	26,5	98,9	(108,0)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Amortissement (note 3)	37,1	33,4	115,9	101,8
Dépréciation d'actifs (note 4)	-	(0,8)	0,3	24,1
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 5)	-	-	-	169,3
Gain à la cession d'actifs	(0,7)	-	(1,3)	(1,3)
Impôts futurs	4,4	(2,2)	(4,7)	(31,3)
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées	(3,0)	(1,8)	(3,7)	(5,9)
Rémunération à base d'actions (note 14)	1,9	0,8	3,5	1,6
Autres	1,2	(4,7)	0,4	1,1
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	76,1	51,2	209,3	151,4
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	37,1	(50,8)	(96,9)	(141,8)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	113,2	0,4	112,4	9,6
Fonds liés à l'exploitation des activités abandonnées	(3,1)	8,0	2,7	(13,6)
	110,1	8,4	115,1	(4,0)
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises (note 17)	(4,1)	(0,7)	(6,9)	(13,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(21,6)	(61,2)	(110,6)	(221,0)
Cessions d'immobilisations corporelles	2,3	1,2	3,9	4,3
Augmentation des actifs incorporels et autres éléments d'actif	(3,2)	(8,7)	(13,8)	(20,2)
Fonds liés aux investissements des activités poursuivies	(26,6)	(69,4)	(127,4)	(250,6)
Fonds liés aux investissements des activités abandonnées	-	(0,2)	92,2	(0,4)
	(26,6)	(69,6)	(35,2)	(251,0)
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme	2,7	50,2	40,4	150,4
Remboursement de la dette à long terme	(0,7)	(102,4)	(8,5)	(105,6)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	(68,7)	112,5	(98,3)	140,6
Dividendes sur actions participantes	(7,3)	(6,4)	(21,1)	(19,3)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	-	(5,3)	-
Autres	(1,2)	-	0,2	(1,3)
Fonds liés au financement des activités poursuivies	(76,9)	53,9	(92,6)	164,8
Fonds liés au financement des activités abandonnées	(0,4)	0,1	(1,3)	(0,2)
	(77,3)	54,0	(93,9)	164,6
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères				
	-	(2,7)	0,1	(3,4)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	14,6	6,8	34,7	90,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire) à la fin de la période	20,8 \$	(3,1) \$	20,8 \$	(3,1) \$
Information additionnelle				
Intérêts payés	7,3 \$	9,8 \$	27,7 \$	24,4 \$
Impôts payés (recouvrés) sur les bénéfices	0,3 \$	(1,0) \$	34,4 \$	17,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les états financiers intermédiaires doivent être lus en tenant compte des plus récents états financiers consolidés annuels.

1. Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées aux notes 1 et 2 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats de nos activités sont grandement influencés par le marché de la publicité, qui est plus actif aux deuxième et quatrième trimestres. La rentrée scolaire est aussi la période de pointe pour l'impression de livres et pour notre division d'édition d'ouvrages pédagogiques.

Le 1er décembre 2009, la Société a conclu un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises pour couvrir entre autres i) le risque de change lié aux achats futurs d'équipements de production, qui seront financés par la facilité de 55,6 millions d'euros (74,8 millions de dollars) obtenue d'une banque européenne et (ou) ii) le risque de change lié aux paiements d'intérêt et de capital de cette facilité libellée en euros. Le contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, en vertu duquel les achats futurs d'équipements de production libellés en euros ainsi que la totalité des paiements d'intérêt et de capital sur la facilité libellée en euros ont été fixés en dollars canadiens, est désigné comme couverture de flux de trésorerie.

Conformément à la comptabilité de couverture, la Société applique les conventions comptables suivantes :

Pour les instruments financiers dérivés classés comme couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé des résultats. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change des achats futurs d'équipements de production, reportée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, est reclassée à l'encontre de l'immobilisation lors de sa comptabilisation initiale. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux paiements d'intérêt et de capital est reclassée aux résultats au cours de la période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats.

Les frais d'intérêt sur la facilité couverte sont inscrits aux taux d'intérêt et de change de la couverture.

2. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

a) Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

b) États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

c) Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

3. Amortissement

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Immobilisations corporelles	27,8 \$	26,3 \$	86,4 \$	78,7 \$
Actifs incorporels	3,7	2,7	11,6	8,0
	31,5	29,0	98,0	86,7
Actifs incorporels et autres éléments d'actifs, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	5,6	4,4	17,9	15,1
	37,1 \$	33,4 \$	115,9 \$	101,8 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours de l'exercice 2010.

Le tableau suivant présente le détail de ce programme :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet					
	2010			2009		
	Passif au 30 avril 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 juillet 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé
Mesures de rationalisation						
Impression						
Réduction d'effectifs	6,6 \$	0,3 \$	2,0 \$	4,9 \$	5,5 \$	7,0 \$
Autres coûts	0,3	0,1	0,1	0,3	0,8	0,7
Communications marketing						
Réduction d'effectifs	0,6	-	0,2	0,4	-	-
Autres coûts	-	-	-	-	0,2	0,2
Médias						
Réduction d'effectifs	1,0	0,8	1,1	0,7	0,7	0,7
	8,5	1,2	3,4	6,3	7,2	8,6
Impression						
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	(0,8)	s.o.
Médias						
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	-	s.o.
	8,5 \$	1,2 \$	3,4 \$	6,3 \$	6,4 \$	8,6 \$
Total						
Réduction d'effectifs	8,2 \$	1,1 \$	3,3 \$	6,0 \$	6,2 \$	7,7 \$
Autres coûts	0,3	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	(0,8)	s.o.
	8,5 \$	1,2 \$	3,4 \$	6,3 \$	6,4 \$	8,6 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

(en millions de dollars)	Neuf mois terminés les 31 juillet							
	Total		2010			2009		
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 juillet 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé
Mesures de rationalisation								
Impression								
Réduction d'effectifs	27,5 \$	28,2 \$	8,8 \$	3,8 \$	7,7 \$	4,9 \$	14,6 \$	9,4 \$
Autres coûts	3,8	3,9	0,1	0,6	0,4	0,3	3,2	3,0
Communications marketing								
Réduction d'effectifs	1,2	1,2	0,8	-	0,4	0,4	1,1	1,1
Autres coûts	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Médias								
Réduction d'effectifs	10,2	10,5	3,7	1,2	4,2	0,7	3,6	3,6
	42,9	44,0	13,4	5,6	12,7	6,3	22,7	17,3
Impression								
Dépréciation d'actifs	17,7	17,7	s.o.	0,2	s.o.	s.o.	20,3	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	0,1	s.o.	s.o.	3,8	s.o.
	62,2 \$	63,3 \$	13,4 \$	5,9 \$	12,7 \$	6,3 \$	46,8 \$	17,3 \$
Total								
Réduction d'effectifs	38,9 \$	39,9 \$	13,3 \$	5,0 \$	12,3 \$	6,0 \$	19,3 \$	14,1 \$
Autres coûts	4,0	4,1	0,1	0,6	0,4	0,3	3,4	3,2
Dépréciation d'actifs	19,3	19,3	s.o.	0,3	s.o.	s.o.	24,1	s.o.
	62,2 \$	63,3 \$	13,4 \$	5,9 \$	12,7 \$	6,3 \$	46,8 \$	17,3 \$

5. Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours du deuxième trimestre de 2010, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition. Afin de déterminer si une perte de valeur est survenue ou non, la Société applique diverses approches pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux monétaires et celle fondée sur le marché. Au terme de l'approche fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. S'il y a des éléments qui indiquent une perte de valeur potentielle, la Société utilise l'approche des flux monétaires pour l'estimer. Les flux monétaires futurs sont fondés sur les estimations de la Société, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation.

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010, aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'est requise. Étant donné les conditions économiques difficiles, la Société avait enregistré, au cours du deuxième trimestre de 2009, une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 166,5 millions de dollars dans les secteurs de l'impression et des communications marketing, principalement reliée aux activités d'impression commerciale, et une charge de dépréciation des noms commerciaux de 2,8 millions dans le groupe des solutions aux consommateurs du secteur des médias. Aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'avait été enregistrée pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009.

6. Frais financiers

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Frais financiers de la dette à long terme	9,6 \$	9,3 \$	29,5 \$	24,5 \$
Autres frais	0,8	1,0	2,3	2,1
Perte (gain) de change	(0,1)	0,3	(1,0)	0,1
	10,3 \$	10,6 \$	30,8 \$	26,7 \$

Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 0,9 million de dollars et 2,2 millions, respectivement (0,9 million et 3,5 millions pour les mêmes périodes en 2009).

7. Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statutaire	14,2 \$	11,0 \$	38,1 \$	(35,4) \$
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(1,4)	(3,2)	(5,1)	(10,9)
Écart permanent sur la dépréciation des écarts d'acquisition	-	1,8	-	39,6
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	-	(2,4)	-
Autres	(0,8)	(0,4)	(3,1)	(0,2)
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	12,0 \$	9,2 \$	27,5 \$	(6,9) \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	12,3 \$	10,3 \$	31,6 \$	20,1 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	(0,3)	(1,1)	(1,7)	(12,4)
Impôts sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 5)	-	-	-	(14,6)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	-	(2,4)	-
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	12,0 \$	9,2 \$	27,5 \$	(6,9) \$

a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009. Ces réductions du taux d'imposition provincial ont eu pour effet de réduire la charge d'impôt et le passif d'impôts futurs net de 2,4 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2010.

8. Activités abandonnées

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publi-postage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Ce groupe du secteur de l'impression a généré des revenus de l'ordre de 170,0 millions de dollars américains en 2009 et employait quelque 1200 personnes. La clôture de la transaction a eu lieu le 1er avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Revenus	- \$	42,6 \$	77,5 \$	154,2 \$
Charges	7,1	44,0	91,7	180,1
Perte avant impôts sur les bénéfices	(7,1)	(1,4)	(14,2)	(25,9)
Impôts sur les bénéfices recouvrés	(1,6)	(0,2)	(3,3)	(8,5)
Perte liée à l'exploitation des activités abandonnées	(5,5)	(1,2)	(10,9)	(17,4)
Gain lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents de 0,9 (trois mois) et de 24,1 (neuf mois)	0,9	-	39,2	-
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	(4,6) \$	(1,2) \$	28,3 \$	(17,4) \$

Le tableau suivant présente l'actif net lié aux activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Au	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009
Actif à court terme	- \$	32,4 \$
Actif à long terme	-	60,8
	- \$	93,2 \$
Passif à court terme	- \$	25,4 \$
Passif à long terme	-	5,7
	- \$	31,1 \$
Actif net lié aux activités abandonnées	- \$	62,1 \$

9. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et à cotisations déterminées à l'intention de ses employés et ceux de ses filiales participantes. Le 1er février 2010, la Société a annoncé la conversion, pour le service futur, de ses régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées à compter du 1er juin 2010. Conséquemment, une charge de compression spéciale de 3,3 millions de dollars été enregistrée dans les états financiers consolidés du deuxième trimestre de l'exercice 2010.

Le coût lié à ces régimes est le suivant :

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Régimes à prestations déterminées	2,0 \$	3,2 \$	13,3 \$	11,9 \$
Régimes à cotisations déterminées	3,0	0,5	4,1	1,5
	5,0 \$	3,7 \$	17,4 \$	13,4 \$

10. Débiteurs

La Société est partie à une entente de titrisation de ses débiteurs, échéant en août 2010, dont la contrepartie maximale nette est de 300,0 millions de dollars, incluant un maximum de 100,0 millions de dollars américains. En vertu de cette entente, la Société s'est engagée à vendre sur une base continue certains de ses débiteurs à une fiducie qui a vendu les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à la Société.

Le tableau suivant présente le détail des débiteurs vendus en vertu de cette entente :

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2010	Au 31 octobre 2009
Débiteurs vendus	217,2 \$	240,3 \$
Droits conservés	217,2	128,4
Contrepartie nette	- \$	111,9 \$
Contrepartie nette libellée en dollars canadiens	- \$	77,3 \$
Contrepartie nette libellée en dollars américains (32,0 millions de dollars américains en 2009)	- \$	34,6 \$

Au 31 juillet 2010, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme est de 169,9 millions de dollars (202,3 millions au 31 octobre 2009).

11. Marge de crédit d'exploitation

Le 12 juillet 2010, la Société a procédé à l'annulation de sa marge de crédit d'exploitation, qui s'élevait à 4,5 millions de dollars. La marge de crédit d'exploitation portait intérêt au taux de base bancaire, était remboursable à demande, n'était soumise à aucune clause restrictive et ne nécessitait aucune commission d'engagement.

12. Dette à long terme

Au 31 octobre 2009, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme d'un crédit à terme rotatif au montant de 550,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, répartie en deux tranches, A et B, de 400,0 millions et 150,0 millions, respectivement. Le 4 décembre 2009, la Société a remboursé et annulé la tranche B pour un montant de 150,0 millions de dollars. L'échéance prévue de cette tranche B était le 14 mai 2010. Le crédit à terme rotatif de la Société est maintenant constitué uniquement de la tranche A qui vient à échéance en septembre 2012. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, à la suite de la vente de ses actifs de publipostage aux États-Unis, la Société a remboursé la portion en devises américaines de son crédit à terme rotatif pour un montant de 103,0 millions de dollars américains.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (74,8 millions de dollars) d'une banque européenne, d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production au cours des deux années suivantes. Ce financement sera tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de janvier 2011. Le 1er décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de cette facilité au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %. Au 31 juillet 2010, un montant de 49,2 millions d'euros (66,1 millions de dollars) a été tiré à même ce financement (23,7 millions d'euros (37,7 millions de dollars) au 31 octobre 2009).

13. Bénéfice net (perte nette) par action participante

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies de base et dilué par action participante pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées les 31 juillet :

	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Numérateur (en millions de dollars)				
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	35,2 \$	26,5 \$	98,9 \$	(108,0) \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	-	5,1	-
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	33,5 \$	26,5 \$	93,8 \$	(108,0) \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	80,8	80,8	80,8	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	-	0,1	-
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	80,9	80,8	80,9	80,8

Dans le calcul du bénéfice dilué par action, 1 021 460 options sont considérées anti-dilutives au 31 juillet 2010 (2 049 546 au 31 juillet 2009), leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

14. Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,2 million de dollars et 0,4 million ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les périodes de trois mois terminées les 31 juillet 2010 et 2009, respectivement. Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet 2010 et 2009, les charges ont été de 0,6 million de dollars et 1,3 million, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois terminés les 31 juillet			
	2010		2009	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	1 785 320	16,14 \$	2 053 716	17,21 \$
Levées	(26 680)	9,91	-	-
Annulées	(44 050)	20,10	(4 170)	19,98
Options émises à la fin de la période	1 714 590	16,14 \$	2 049 546	17,21 \$

	Neuf mois terminés les 31 juillet			
	2010		2009	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	2 006 575	17,23 \$	1 820 621	18,61 \$
Octroyées	173 100	13,09	317 700	9,64
Levées	(47 000)	9,73	-	-
Annulées	(418 085)	20,83	(88 775)	18,99
Options émises à la fin de la période	1 714 590	16,14 \$	2 049 546	17,21 \$
Options pouvant être levées aux 31 juillet	1 204 240	17,75 \$	1 444 426	18,56 \$

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010, la contrepartie reçue a été de 0,3 million de dollars et 0,5 million, respectivement. Pour les périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009, il n'y a eu aucune levée d'options d'achat d'actions. Aucun montant n'a été transféré du surplus d'apport au capital-actions au cours de ces périodes.

14. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des périodes de neuf mois terminées les 31 juillet :

	2010	2009
Juste valeur des options d'achat d'actions	4,31 \$	3,90 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,5 %	1,4 %
Volatilité prévue	38,6 %	32,2 %
Taux d'intérêt sans risque	2,74 %	2,09 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses dirigeants en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 31 juillet			
	2010	2009	2010	2009
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	120 395	133 816	715 192	573 235
Unités annulées	-	(4 881)	(11 001)	(16 580)
Unités payées	(491)	-	-	-
Dividendes versés en unités	612	774	-	-
Solde à la fin de la période	120 516	129 709	704 191	556 655

Nombre d'unités	Neuf mois terminés les 31 juillet			
	2010	2009	2010	2009
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	127 870	103 282	548 808	221 357
Unités octroyées	53 240	44 081	277 013	384 865
Unités annulées	(58 141)	(18 569)	(115 546)	(49 567)
Unités payées	(4 290)	-	(6 084)	-
Dividendes versés en unités	1 837	915	-	-
Solde à la fin de la période	120 516	129 709	704 191	556 655

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 31 juillet 2010 et 2009 ont été de 1,3 million de dollars et 0,3 million, respectivement. Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet 2010 et 2009, les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats ont été de 2,8 millions de dollars et 0,5 million, respectivement. Un montant de 0,1 million a été versé en vertu de ce régime au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 (un montant négligeable a été versé au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010, et aucun montant n'a été versé au cours des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009).

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
	Solde au début de la période	144 164	141 060	167 783
Rémunération des administrateurs	5 471	12 438	21 085	42 533
Unités payées	-	-	(40 923)	-
Dividendes versés en unités	928	1 380	2 618	3 724
Solde à la fin de la période	150 563	154 878	150 563	154 878

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois terminées les 31 juillet 2010 et 2009 ont été de 0,4 million de dollars et 0,1 million, respectivement. Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet 2010 et 2009, la charge (le renversement) enregistrée dans les états consolidés des résultats a été de 0,7 million de dollars et (0,2) million, respectivement. Un montant de 0,5 million a été versé en vertu de ce régime au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 (aucun montant n'a été versé au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2010, ni au cours des périodes de trois mois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009).

15. Surplus d'apport

(en millions de dollars)	Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009
Solde au début de la période	12,9 \$	11,3 \$
Coûts de la rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 14)	0,6	1,3
Solde à la fin de la période	13,5 \$	12,6 \$

16. Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres
			éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2008	(25,5) \$	(15,2) \$	(40,7) \$
Variation nette des gains latents, déduction faite des impôts sur les bénéfices	4,7	18,1	22,8
Solde au 31 juillet 2009	(20,8) \$	2,9 \$	(17,9) \$
Solde au 1er novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des pertes latentes, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(3,5)	(4,2)	(7,7)
Solde au 31 juillet 2010	(24,3) \$	(3,5) \$	(27,8) \$

Au 31 juillet 2010, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des exercices ultérieurs comme suit :

(en millions de dollars)	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Pertes latentes sur dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(0,2) \$	(3,0) \$	(1,3) \$	(0,5) \$	- \$	(0,3) \$	(5,3) \$
Impôts sur les bénéfices recouverts	0,1	0,9	0,5	0,2	-	0,1	1,8
	(0,1) \$	(2,1) \$	(0,8) \$	(0,3) \$	- \$	(0,2) \$	(3,5) \$

17. Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, la Société a effectué l'acquisition suivante :

Secteur d'exploitation	Acquisition	Date d'acquisition
Communications marketing	100 % des actions de LIPSO Systèmes inc., un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées.	30 avril 2010

Conversys

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Conversys, acquise le 21 janvier 2009, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

Totem (anciennement Redwood Custom Communications)

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Totem, acquise le 18 novembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions des périodes antérieures se résument comme suit :

(en millions de dollars)	Total
Actifs acquis	
Fonds de roulement	0,6 \$
Immobilisations corporelles	0,1
Écarts d'acquisition (valeur fiscale nulle)	2,2
Actifs incorporels amortissables	4,2
Actif d'impôts futurs	0,2
	7,3 \$
Passifs pris en charge	
Passif d'impôts futurs	1,3 \$
	6,0 \$
Contrepartie	
Encaisse déboursée	4,7 \$
Découvert bancaire de l'entreprise acquise	0,2
	4,9
Sommes à payer à court terme	1,1
	6,0 \$

Autres

Au cours des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2010, la Société a payé les sommes de 0,2 million de dollars et 2,0 millions, respectivement, relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours des périodes précédentes. De ces montants, 0,2 million et 1,2 million étaient inclus dans les sommes à payer à court terme.

18. Engagements

Immeuble et matériel de production

La Société a conclu des engagements pour l'acquisition de matériel de production et pour compléter les travaux d'aménagement d'un immeuble loué. Au 31 juillet 2010, ces engagements se chiffraient à 16,4 millions de dollars, soit 0,6 million de dollars américains, 7,3 millions d'euros et 5,9 millions de dollars canadiens. Les paiements minimums exigibles prévus en 2010 et 2011 sont équivalents à 5,4 millions de dollars et 11,0 millions, respectivement.

19. Information sectorielle

En novembre 2009, la Société a modifié sa structure d'exploitation afin de renforcer le positionnement de la Société dans les marchés de l'impression, des communications marketing et des médias. En conséquence, la direction a décidé de transférer l'ensemble de ses activités canadiennes d'impression commerciale du secteur des communications marketing au secteur de l'impression. Les données comparatives ont été reclassées afin de présenter l'information selon la nouvelle structure.

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les 31 juillet		Neuf mois terminés les 31 juillet	
	2010	2009	2010	2009
Revenus				
Secteur de l'impression	332,4 \$	342,2 \$	1 049,2 \$	1 128,2 \$
Secteur des communications marketing	31,3	29,2	89,9	94,7
Secteur des médias	155,1	151,9	439,1	443,0
Autres activités et montants non alloués	1,9	1,8	5,9	6,1
Ventes inter-sectorielles				
Secteur de l'impression	(19,9)	(12,2)	(54,9)	(55,9)
Secteur des communications marketing	(0,3)	(0,8)	(1,9)	(1,0)
Secteur des médias	(0,2)	(7,7)	(5,4)	(14,8)
Total des ventes inter-sectorielles	(20,4)	(20,7)	(62,2)	(71,7)
	500,3 \$	504,4 \$	1 521,9 \$	1 600,3 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels				
Secteur de l'impression	60,4 \$	53,4 \$	197,2 \$	156,0 \$
Secteur des communications marketing	1,8	0,4	5,6	6,2
Secteur des médias	33,1	33,4	75,4	70,7
Autres activités et montants non alloués	(5,1)	(4,6)	(15,9)	(14,1)
	90,2 \$	82,6 \$	262,3 \$	218,8 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation				
Secteur de l'impression	36,9 \$	27,2 \$	120,2 \$	(80,9) \$
Secteur des communications marketing	(0,6)	(2,1)	(2,5)	(32,8)
Secteur des médias	27,8	28,3	61,1	48,1
Autres activités et montants non alloués	(6,6)	(6,2)	(20,4)	(18,4)
	57,5 \$	47,2 \$	158,4 \$	(84,0) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾				
Secteur de l'impression	17,7 \$	55,6 \$	72,2 \$	174,3 \$
Secteur des communications marketing	1,3	5,0	5,9	6,5
Secteur des médias	2,0	2,3	6,5	6,4
Autres activités et montants non alloués	0,7	2,2	7,9	5,6
	21,7 \$	65,1 \$	92,5 \$	192,8 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels				
Secteur de l'impression	23,3 \$	21,6 \$	72,9 \$	64,5 \$
Secteur des communications marketing	2,4	1,9	8,0	5,8
Secteur des médias	4,4	4,0	13,0	12,3
Autres activités et montants non alloués	1,4	1,5	4,1	4,1
	31,5 \$	29,0 \$	98,0 \$	86,7 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

19. Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2010	Au 31 octobre 2009
Actif		
Secteur de l'impression	1 428,5 \$	1 468,2 \$
Secteur des communications marketing	119,4	113,7
Secteur des médias	773,1	793,4
Autres activités et montants non alloués	155,6	81,2
Actifs liés aux activités abandonnées (note 8)	-	93,2
	2 476,6 \$	2 549,7 \$
Écarts d'acquisition		
Secteur de l'impression	131,5 \$	131,6 \$
Secteur des communications marketing	36,1	33,2
Secteur des médias	507,4	507,7
Autres activités et montants non alloués	0,9	0,9
	675,9 \$	673,4 \$

20. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.